

ACE AVIATION

2017

Rapport de gestion

Le 30 avril 2018

Table des matières

1.	Avant-propos.....	1
2.	Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	4
3.	Gestion financière et gestion du capital	5
3.1	Analyse de l'actif net en liquidation	5
3.2	Flux de trésorerie en liquidation.....	7
3.3	Information sur les actions.....	7
4.	Méthodes comptables	8
5.	État consolidé de la variation de l'actif net en liquidation	8
6.	Résultats financiers trimestriels.....	9
7.	Principales informations annuelles.....	9
8.	Instrument financiers et gestion du risque	9
9.	Arrangements hors bilan.....	10
10.	Estimations comptables critiques	10
11.	Facteurs de risque.....	11

1. Avant-propos

Généralités

Gestion ACE Aviation Inc. (« ACE » ou la « Société ») a été constituée le 29 juin 2004. Au 31 décembre 2017, les actions ordinaires d'ACE étaient inscrites à la cote du tableau NEX de la Bourse de croissance TSX sous le symbole ACE.H.

Au 31 décembre 2017, les actifs d'ACE comprenaient environ 7,0 millions de \$ de trésorerie.

À l'assemblée annuelle et extraordinaire d'ACE tenue le 25 avril 2012, les actionnaires d'ACE ont adopté une résolution spéciale visant la modification des statuts d'ACE aux termes de laquelle la totalité des actions à droit de vote variable de catégorie A et des actions à droit de vote de catégorie B d'ACE ont été converties en une nouvelle catégorie d'actions ordinaires d'ACE à raison de une pour une.

Les actionnaires d'ACE ont également adopté une résolution spéciale autorisant la liquidation volontaire d'ACE aux termes de l'article 211 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* par une distribution de ses actifs restants aux actionnaires, après la constitution d'une provision pour les dettes, les dettes éventuelles et les frais de liquidation, la nomination d'un liquidateur à une date à être déterminée par le conseil d'administration d'ACE, et la dissolution définitive d'ACE lorsque toutes les étapes de la liquidation auront été franchies.

Le 9 mai 2012, ACE a annoncé qu'elle avait déclaré une distribution d'un montant total de 275 millions de \$ (ou environ 8,46 \$ par action ordinaire) aux porteurs d'actions ordinaires inscrits en date du 1^{er} juin 2012, qui a été versée le 8 juin 2012.

Le 28 juin 2012, la Cour supérieure du Québec (chambre commerciale) (la « Cour ») a rendu une ordonnance nommant Ernst & Young Inc. à titre de liquidateur d'ACE (le « liquidateur »). En date du 28 juin 2012, tous les administrateurs et dirigeants d'ACE ont démissionné de leur poste et les pouvoirs des administrateurs d'ACE ont été dévolus au liquidateur.

Le 16 juillet 2012, ACE a annoncé que la TSX l'avait informée qu'elle ne remplissait plus les exigences d'inscription continue de la TSX en raison de la nomination annoncée précédemment du liquidateur et de la démission de tous ses administrateurs et dirigeants. La TSX a avisé ACE qu'elle procéderait à la radiation des actions ordinaires de sa cote si ACE ne les radiait pas volontairement au plus tard le 14 septembre 2012. Par conséquent, ACE a radié ses actions ordinaires de la cote de la TSX. Cette radiation a pris effet à la fermeture des bureaux le 14 septembre 2012.

ACE a transféré l'inscription de ses actions ordinaires à la cote du tableau NEX de la Bourse de croissance TSX le 17 septembre 2012, le jour de bourse suivant immédiatement la date de la radiation de ses actions ordinaires de la cote de la TSX.

Le 13 novembre 2012, ACE a vendu un total de 31 millions d'actions et de 2,5 millions de bons de souscription, soit la totalité de sa participation résiduelle dans Air Canada. Le produit net revenant à ACE à la suite de la vente de sa participation dans Air Canada se chiffrait à 58 millions de \$. Par conséquent, ACE ne détient plus d'actions ni de bons de souscription d'Air Canada.

Procédure de réclamation liée à la liquidation

Aux termes d'une ordonnance rendue par la Cour le 25 février 2013, le liquidateur a établi une procédure de présentation, de règlement et d'exclusion des réclamations et autres dettes éventuelles contre ACE. Les créanciers pouvaient déposer leurs preuves de réclamation jusqu'au 13 mai 2013, à défaut de quoi elles seront prescrites et éteintes.

Dans le cadre du processus menant à la délivrance de certificats de décharge en faveur d'ACE pour toutes les années d'imposition closes le 31 décembre 2010 ou avant cette date, Revenu Québec a procédé en 2010 et 2011 à une vérification des taxes de vente d'ACE et de ses filiales. Revenu Québec a transmis des avis de nouvelle cotisation d'un montant de 37,7 millions de \$ concernant surtout certaines importations de pièces d'avions au motif qu'Air Canada, et non pas ACTS SEC, filiale d'ACE, aurait dû payer la TPS relative à ces importations et aurait pu réclamer le remboursement s'y rattachant. Revenu Québec a aussi transmis des avis de nouvelle cotisation supplémentaires d'un montant de 7,4 millions de \$ concernant, entre autres, certaines opérations intersociétés pour lesquelles Revenu Québec estime qu'ACE ou ACTS SEC auraient dû facturer à

Air Canada des montants de taxe de vente totalisant 6,8 millions de \$. Tous les montants visés par ces avis de nouvelle cotisation ont été payés par ACE et ACTS SEC, et Air Canada a versé à ces dernières un montant total d'environ 40,1 millions de \$ pour ensuite réclamer des remboursements de TPS/TVQ d'un montant équivalent. ACE a convenu d'indemniser Air Canada si la TPS/TVQ visées par ces demandes de remboursement devaient faire l'objet de nouvelles cotisations.

Un processus pratiquement similaire s'est déroulé en ce qui concerne la TPS payable à l'égard d'importations au nom d'Aveos, qui a accepté de réclamer des remboursements de la TPS supplémentaires d'un montant de 1,1 million de \$ et de verser ce montant à ACE afin de lui rembourser la TPS relative aux importations. ACE a convenu d'indemniser Aveos si la TPS visée par ces demandes de remboursement devait faire l'objet d'une nouvelle cotisation.

En réponse à la procédure de réclamation d'ACE, Air Canada a déposé une réclamation éventuelle liée aux indemnités fiscales mentionnées ci-haut. La réclamation éventuelle, d'un montant de 50,1 millions de \$, visait toute nouvelle cotisation en ce qui a trait aux demandes de crédit de taxe sur les intrants d'Air Canada, en plus des intérêts s'y rapportant et des frais juridiques accessoires. Les périodes de nouvelle cotisation pour la quasi-totalité des demandes de crédit de taxe sur les intrants visées par les indemnités en faveur d'Air Canada ont expiré en 2014 et 2015, et la période de nouvelle cotisation restante a expiré au début de 2016. Pour plus de renseignements, voir la rubrique 3.1, *Analyse de l'actif net en liquidation – Impôts sur le résultat et autres impôts et taxes à payer*. Aveos a déposé une réclamation éventuelle similaire d'un montant de 1,6 million de \$ liée à toute nouvelle cotisation en ce qui a trait aux demandes de crédit de taxe sur les intrants, aux intérêts s'y rapportant et aux frais accessoires. Les périodes de nouvelle cotisation pour les demandes de crédit de taxe sur les intrants visées par les indemnités en faveur d'Aveos ont expiré à la fin de 2014.

ACE avait aussi reçu une réclamation d'une demanderesse relativement à un recours collectif envisagé intenté à la Cour supérieure de justice de l'Ontario par la demanderesse contre Air Canada et ACE, qui alléguait qu'Air Canada aurait, à la vente de billets d'avion, indûment exigé des taxes américaines de la part de la demanderesse et des autres membres du recours collectif. La demanderesse estimait qu'ACE, en tant qu'ancienne société mère ou actionnaire d'Air Canada, était responsable des agissements d'Air Canada. Par conséquent, la demanderesse avait déposé dans le cadre de la procédure de réclamation liée à la liquidation une preuve de réclamation connexe à l'encontre d'ACE d'un montant de 200 millions de \$, en attendant la détermination des montants prétendument perçus en trop. Aucune ventilation et aucun calcul n'avaient été fournis en regard du montant réclamé. ACE estimait que cette réclamation était sans fondement, puisqu'elle est une entité distincte d'Air Canada et qu'elle n'a jamais vendu de billets d'avion. Le liquidateur avait donc transmis un avis de rejet à la demanderesse, qui n'a pas contesté l'avis de rejet avant sa date d'expiration. La demanderesse a par la suite convenu d'abandonner officiellement son recours intenté à la Cour supérieure de justice de l'Ontario contre ACE.

De plus, le liquidateur a reçu une lettre de la part d'un groupe agissant pour le compte de clients de fret aérien (la « Stichting Compensation Foundation ») réclamant une indemnité d'un montant non précisé à ACE liée aux frais de surcharge de carburant et de sécurité pour la période du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2006, qui auraient prétendument été fixés par des transporteurs de fret aérien, contrevenant ainsi à la loi sur la concurrence de la Commission européenne. La Stichting Compensation Foundation s'est fondée sur la décision rendue par la Commission européenne le 9 novembre 2010 aux termes de laquelle la Commission européenne a imposé des amendes liées à ces actions prétendues à onze transporteurs de fret aérien, notamment Air Canada, ancienne filiale d'ACE. Les transporteurs de fret aérien ont interjeté appel de la décision de la Commission européenne devant le Tribunal de l'Union européenne. En décembre 2015, le Tribunal de l'Union européenne a infirmé la décision de la Commission européenne et a annulé les amendes en question. En mars 2017, la Commission européenne a rendu une nouvelle décision aux termes de laquelle elle a imposé la même amende que celle qui avait été imposée à Air Canada en 2010. Quoi qu'il en soit, ACE a estimé que la réclamation de la Stichting Compensation Foundation était prescrite et qu'elle était sans fondement en aucun cas, puisqu'elle est une entité distincte d'Air Canada, qu'elle n'a jamais exercé d'entreprise de fret aérien ou facturé des tarifs de fret et qu'aucune amende, sanction ou autre mesure n'a été imposée ou adoptée par la Commission européenne à son encontre. Le 20 mai 2014, la Cour a rendu une ordonnance confirmant que toute réclamation de la Stichting Compensation Foundation et des clients de fret aérien qu'elle prétend représenter était prescrite et que le groupe ne recevait aucun montant du liquidateur dans le cadre de la liquidation d'ACE.

Les seules filiales restantes d'ACE étaient ACTS SEC et son commandité, 4378555 Canada Inc. ACTS SEC exploitait une entreprise de services de maintenance, de réparation et de révision d'avions avant la vente de l'entreprise à un consortium formé de sociétés de capital-investissement en octobre 2007. ACTS SEC ne détenait aucun actif et était inactive depuis octobre 2007. Le liquidateur n'était au courant d'aucun passif ou passif éventuel d'ACTS SEC. Pour s'assurer qu'il n'y avait aucun passif ou passif éventuel et en prévision de la dissolution d'ACTS SEC, le liquidateur a établi une procédure de présentation, de règlement et d'exclusion des réclamations et autres passifs éventuels contre ACTS SEC et son commandité. Aux termes d'une ordonnance rendue par la Cour le 20 mai 2014, les créanciers éventuels d'ACTS SEC et de son commandité pouvaient présenter leurs preuves de réclamation contre ACTS SEC et son commandité jusqu'au 18 juillet 2014, faute de quoi elles auraient été prescrites et éteintes. Dans le cadre de cette procédure de réclamation, seule Air Canada a présenté des preuves de réclamation à l'égard de certaines ententes d'indemnisations susmentionnées conclues par ACTS SEC et ACE. Aux termes de ces ententes d'indemnisations fiscales conclues avec Air Canada, ACTS SEC ne pouvait être dissoute qu'après l'expiration de ces ententes. Étant donné que la dernière période de nouvelle cotisation couverte par ces ententes d'indemnisations fiscales a expiré en 2016, ACE a procédé à la dissolution d'ACTS SEC et de son commandité en septembre 2017.

Étant donné les résultats de la procédure de réclamation susmentionnée, et en tenant compte du fait que les périodes de nouvelle cotisation pour la grande majorité des demandes de crédit de taxe sur les intrants visées par les indemnisations en faveur d'Air Canada avaient expiré, le liquidateur a annoncé le 28 avril 2015 son intention d'obtenir l'approbation de la Cour pour une distribution aux actionnaires d'ACE d'un montant total de 115 millions de \$, soit environ 3,54 \$ par action ordinaire d'ACE. La Cour a approuvé cette distribution lors d'une audience tenue le 8 mai 2015. La date de clôture des registres servant à déterminer quels actionnaires sont admissibles à recevoir la distribution était le 26 mai 2015 et la date de versement de la distribution était le 2 juin 2015.

Étant donné que la dernière période de nouvelle cotisation pour des demandes de crédit de taxe sur les intrants visées par les indemnisations en faveur d'Air Canada a expiré au début de 2016, le liquidateur a annoncé le 29 avril 2016 son intention d'obtenir de la Cour l'approbation d'une distribution aux actionnaires d'ACE d'un montant total de 12 millions de \$, soit environ 0,36 \$ par action ordinaire d'ACE. La Cour a approuvé cette distribution lors d'une audience tenue le 1^{er} juin 2016. La date de clôture des registres pour établir l'admissibilité des actionnaires à cette distribution était le 14 juin 2016 et la distribution a été versée le 22 juin 2016. Par suite de cette distribution, les actifs restants d'ACE au 31 décembre 2017 se composent de trésorerie d'un montant total d'environ 7,0 millions de \$.

ACE achève les processus relatifs aux affaires, à l'administration et à la fiscalité afin de faciliter sa dissolution et la dernière distribution de sa trésorerie avant sa dissolution.

La dernière distribution aux actionnaires, l'annulation des actions d'ACE et la dissolution d'ACE n'auront pas lieu tant que toutes les mesures nécessaires aux fins de la dissolution n'auront pas été prises relativement aux affaires, à l'administration et à la fiscalité, et que toute autre éventualité qui pourrait survenir au cours des dernières étapes de la liquidation et de la dissolution d'ACE n'aura pas été réglée. Il n'y a pas de certitude concernant la date ou le paiement de la dernière distribution, de l'annulation des actions et de la dissolution.

La distribution versée le 22 juin 2016 a été désignée, et toute distribution additionnelle sera désignée comme dividendes déterminés pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

Principes comptables et informations supplémentaires

La Société établit ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), tels qu'ils sont énoncés dans la partie I du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* (le « Manuel de CPA Canada »), qui intègre les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la Société établit ses états financiers sur une base de liquidation plutôt que sur une base de continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte des coûts associés à l'extinction de passifs éventuels ni des frais d'administration et honoraires professionnels découlant des activités de liquidation de la Société. Ces

coûts peuvent être significatifs et les montants totaux ou par action présentés à titre d'actif net en liquidation pourraient varier. Les montants réels pouvant être distribués aux actionnaires varieront et les variations pourraient être significatives.

Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités d'ACE pour l'exercice 2017 et les notes complémentaires, lesquels peuvent être consultés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Sauf indication contraire, tous les montants en numéraire dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens. Sauf indication contraire, le présent rapport de gestion est à jour au 30 avril 2018.

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs. Il y a lieu de se reporter à cet égard à la rubrique 2, *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs*, pour une présentation des risques, incertitudes et hypothèses liés à ces énoncés. Voir la rubrique 11, *Facteurs de risque*, du présent rapport de gestion.

Le liquidateur a examiné et approuvé le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés audités ainsi que les notes complémentaires pour l'exercice 2017 avant leur diffusion. Pour un complément d'information sur les documents financiers publics d'ACE, on se reportera aux sites de SEDAR au www.sedar.com ou d'ACE au www.aceaviation.com.

2. Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ses communications orales ou écrites, ACE peut faire des déclarations qui sont considérées comme des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Ces déclarations sont reprises dans le présent rapport de gestion ou peuvent être intégrées à des documents déposés auprès d'autorités de réglementation en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs peuvent rendre compte d'analyses et d'autres informations basées sur des prévisions de résultats à venir et des estimations de montants qui ne peuvent pas être déterminés pour l'heure. Ces énoncés peuvent concerner entre autres les stratégies, les attentes, les mesures à venir, les passifs d'impôt, la date de la liquidation, la date et le montant des distributions aux actionnaires, les dettes éventuelles et obligations en raison des réclamations déposées, la date de la dernière distribution aux actionnaires, l'annulation des actions d'ACE et la dissolution d'ACE. Ils se reconnaissent à l'emploi de termes comme *prévoir*, *projeter*, *pouvoir*, *planifier* et *estimer*, employés au futur et au conditionnel, et d'autres termes semblables, ainsi qu'à l'évocation de certaines hypothèses.

Comme, de par leur nature, les énoncés prospectifs partent d'hypothèses, ils sont soumis à d'importants risques et incertitudes. Toute prévision ou projection n'est donc pas entièrement assurée en raison, notamment, de la survenance possible d'événements extérieurs ou de l'incertitude qui caractérise le secteur. Les résultats qui y sont présentés peuvent différer sensiblement des résultats réels en raison de divers facteurs, dont la discrétion de la Cour au moment d'approuver les distributions aux actionnaires, le marché, l'évolution de la réglementation et des procédures, les poursuites par des tiers ainsi que les facteurs précisés dans le présent rapport de gestion et, en particulier, ceux mentionnés à la rubrique 11, *Facteurs de risque*, du présent rapport de gestion. Aucune garantie ne peut être donnée quant au calendrier de liquidation ou de distributions. Les énoncés prospectifs du présent rapport de gestion représentent les attentes d'ACE en date de son établissement, et ils peuvent changer ultérieurement. Toutefois, ACE n'a ni l'intention ni l'obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu de la réglementation en valeurs mobilières applicable.

3. Gestion financière et gestion du capital

Le tableau qui suit présente l'actif net en liquidation d'ACE aux 31 décembre 2017 et 2016.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 024 \$	6 736 \$
Montant à recevoir au titre d'impôts indirects	96	138
	7 120	6 874
Dettes fournisseurs et charges à payer	194	200
Actif net en liquidation	6 926 \$	6 674 \$
Actif net en liquidation par action – de base et dilué	0,21 \$	0,21 \$

ACE n'exerce aucune activité autre que la gestion de son actif net en liquidation et les activités connexes.

3.1 Analyse de l'actif net en liquidation

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie était de 7,0 millions de \$ au 31 décembre 2017 et de 6,7 millions de \$ au 31 décembre 2016. L'actif net en liquidation ne tient pas compte des coûts associés à l'extinction de passifs éventuels ni des frais d'administration et honoraires professionnels découlant des activités de liquidation de la Société. Ces coûts peuvent être significatifs et les montants totaux ou par action présentés à titre d'actif net en liquidation pourraient varier.

Impôts sur le résultat et autres impôts et taxes à payer

En mars 2010, ACE a déposé auprès de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») et Revenu Québec des demandes afin d'obtenir des certificats de décharge.

Depuis, ACE a collaboré activement avec l'ARC et Revenu Québec dans le cadre de leurs vérifications des déclarations de revenus d'ACE pour les exercices 2005 à 2010 ainsi qu'aux vérifications visant d'autres impôts et taxes. Les vérifications de déclarations de revenus ont nécessité un examen détaillé de toutes les opérations importantes réalisées par ACE depuis sa constitution en 2004, ainsi qu'un examen détaillé de toutes ses déclarations de revenus.

ACE a reçu de l'ARC un certificat de décharge daté du 7 mars 2012 à l'égard de toutes les années d'imposition closes le 31 décembre 2010 ou avant cette date. Un certificat équivalent, daté du 12 mars 2012, a été délivré par Revenu Québec, autorisant la distribution de biens à concurrence de 500 millions de \$. ACE ne s'attend pas à avoir de passif d'impôt sur le résultat pour les années d'imposition closes le 31 décembre 2011 et par la suite. Le 21 août 2015, ACE a reçu un certificat de décharge de l'ARC à l'égard de toutes les années d'imposition closes au plus tard le 31 décembre 2013. Le 30 juin 2016, ACE a reçu un certificat de décharge de l'ARC à l'égard de toutes les années d'imposition closes au plus tard le 31 décembre 2014.

Dans le cadre du processus menant à la délivrance de certificats de décharge en faveur d'ACE pour toutes les années d'imposition closes le 31 décembre 2010 ou avant cette date, Revenu Québec a procédé en 2010 et 2011 à une vérification des taxes de vente d'ACE et de ses filiales. Revenu Québec a transmis des avis de nouvelle cotisation d'un montant de 37,7 millions de \$ concernant surtout certaines importations de pièces d'avions au motif qu'Air Canada, et non pas ACTS SEC, filiale d'ACE, aurait dû payer la TPS relative à ces importations et aurait pu réclamer le remboursement s'y rattachant. Revenu Québec a aussi transmis des avis de nouvelle cotisation supplémentaires d'un montant de 7,4 millions de \$ concernant, entre autres, certaines opérations intersociétés pour lesquelles Revenu Québec estime qu'ACE ou ACTS SEC auraient dû facturer à Air Canada des montants de taxe de vente totalisant 6,8 millions de \$. Tous les montants visés par ces avis de nouvelle cotisation ont été payés par ACE et ACTS SEC, et Air Canada a versé à ces dernières un montant total d'environ 40,1 millions de \$ pour ensuite réclamer des remboursements de TPS/TVQ d'un montant équivalent.

ACE a convenu d'indemniser Air Canada si la TPS/TVQ visées par ces demandes de remboursement devaient faire l'objet de nouvelles cotisations.

Les périodes de nouvelle cotisation pour la quasi-totalité des demandes de crédit de taxe sur les intrants ont expiré en 2014 et 2015, et la période de nouvelle cotisation restante a expiré au début de 2016. Les dates d'échéance réelles des périodes de nouvelle cotisation pour les crédits et les remboursements de taxe sur les intrants faisant l'objet de la preuve de réclamation d'Air Canada d'un montant total de 50,1 millions de \$ sont décrites ci-après :

Montant des passifs éventuels aux termes de l'entente d'indemnisation en cas de nouvelle cotisation	Date d'échéance des périodes de nouvelles cotisations d'impôt	Délai supplémentaire pour la remise et la réception d'avis de nouvelle cotisation, le cas échéant
34 305 115,31 \$	1 ^{er} novembre 2014	Un mois, jusqu'au 1 ^{er} décembre 2014
6 445 809,44 \$	1 ^{er} décembre 2014	Un mois, jusqu'au 1 ^{er} janvier 2015
5 435 437,41 \$	1 ^{er} juin 2015	Un mois, jusqu'au 1 ^{er} juillet 2015
3 053 487,09 \$	1 ^{er} janvier 2016	Un mois, jusqu'au 1 ^{er} février 2016
921 472,00 \$(*)	1 ^{er} janvier 2016 (*)	Un mois, jusqu'au 1 ^{er} février 2016 (*)

(*) Ce montant visait les honoraires et frais éventuels qui auraient pu être remboursables à Air Canada en vertu des ententes d'indemnisation et portant sur toute nouvelle cotisation visée par ces ententes.

Un processus pratiquement similaire s'est déroulé en ce qui concerne la TPS payable à l'égard d'importations au nom d'Aveos, qui a accepté de réclamer des remboursements de la TPS supplémentaires d'un montant de 1,1 million de \$ et de verser ce montant à ACE afin de lui rembourser la TPS relative aux importations. ACE a convenu d'indemniser Aveos si la TPS visée par ces demandes de remboursement devait faire l'objet d'une nouvelle cotisation. Les périodes de nouvelle cotisation pour les demandes de crédit de taxe sur les intrants visées par les indemnisations en faveur d'Aveos ont expiré à la fin de 2014. Pour de plus amples informations, voir la rubrique 1, *Avant-propos – Procédure de réclamation liée à la liquidation*.

ACE a réclamé des remboursements à l'ARC et à Revenu Québec par suite de l'expiration d'un délai de prescription pour la nouvelle cotisation sur le revenu d'une coentreprise dans laquelle elle détenait une participation. En octobre 2017, ACE a reçu un remboursement d'un montant d'environ 0,3 million de \$ de l'ARC et d'environ 0,178 million de \$ de Revenu Québec.

Décision anticipée en matière d'impôt

En 2012, ACE a obtenu de l'ARC une décision anticipée en matière d'impôt, qui confirme que la conversion des actions mentionnée à la rubrique 3.3 ci-après et les autres étapes de la procédure de liquidation ne feront pas en sorte que les actions ordinaires d'ACE soient considérées comme des actions privilégiées à court terme ou des actions privilégiées imposables pour l'application de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « LIR ») et de son règlement d'application, et ne rendra pas ACE redevable de l'impôt de la partie VI.1 de la LIR à l'égard de la liquidation.

Éventualités

Dans le cadre du processus de liquidation, une procédure de réclamation a été mise en œuvre afin de déterminer et de donner suite aux réclamations déposées à l'encontre de la Société. Pour une description de certaines des réclamations déposées dans le cadre de la procédure de réclamation liée à la liquidation de la Société et de l'état de ces réclamations, consultez la sous-rubrique *Procédure de réclamation liée à la liquidation* à l'avant-propos. Se reporter à la rubrique 11 du présent rapport de gestion pour une analyse des facteurs de risque.

Coûts futurs

Des coûts futurs seront engagés jusqu'à la liquidation et durant celle-ci, et ces derniers n'ont pas encore été comptabilisés. Ces coûts comprennent les honoraires du liquidateur et les autres charges opérationnelles. En outre, des produits d'intérêts futurs devraient être encaissés à l'égard de la trésorerie.

3.2 Flux de trésorerie en liquidation

Comme indiqué à la rubrique 3.1, la trésorerie s'établissait à 7,0 millions de \$ au 31 décembre 2017 et à 6,7 millions de \$ au 31 décembre 2016.

3.3 Information sur les actions

Le tableau ci-dessous présente les actions ordinaires émises et en circulation d'ACE au 31 décembre 2017.

Nombre d'actions (en milliers)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Actions ordinaires émises et en circulation		
Actions ordinaires	32 475	32 475
Total des actions ordinaires émises et en circulation	32 475	32 475

Le 25 avril 2012, les actionnaires d'ACE ont adopté une résolution spéciale prévoyant une modification des statuts d'ACE aux termes de laquelle la totalité des actions à droit de vote variable de catégorie A et des actions à droit de vote de catégorie B d'ACE ont été converties, à raison de une pour une, en une nouvelle catégorie d'actions ordinaires (les « actions ordinaires »), comportant chacune une voix (la « conversion des actions »).

Les droits dont sont assorties les actions ordinaires en matière de dividendes et en cas de liquidation ou de dissolution sont les mêmes que ceux qui se rattachaient auparavant aux actions à droit de vote variable de catégorie A et aux actions à droit de vote de catégorie B d'ACE. Les actions ordinaires donnent une voix par action et leur propriété n'est assujettie à aucune restriction.

Les porteurs d'actions ordinaires ont le droit d'être convoqués à toutes les assemblées d'actionnaires d'ACE et d'y voter. Chaque action ordinaire donne une voix en personne ou par procuration à toutes les assemblées d'actionnaires d'ACE.

En ce qui concerne les dividendes, les porteurs des actions ordinaires ont le droit de recevoir les dividendes déclarés et payables par ACE sur les actions ordinaires prélevés sur les fonds, les actifs ou les biens d'ACE qui peuvent être affectés au paiement des dividendes.

Au moment de la liquidation ou de la dissolution d'ACE ou de toute autre distribution de ses actifs entre les actionnaires en vue de liquider ses affaires, les porteurs d'actions ordinaires ont le droit de recevoir le reliquat des biens d'ACE et de participer sur un même pied, pour chaque action, à toutes les distributions de ces actifs.

4. Méthodes comptables

Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités d'ACE pour l'exercice 2017 et les notes complémentaires.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, la Société établit ses états financiers sur une base de liquidation plutôt que sur une base de continuité d'exploitation (se reporter à la rubrique 1 du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur la liquidation de la Société).

Pour de plus amples informations sur les principales méthodes comptables ayant servi à l'établissement des états financiers consolidés audités de 2017 d'ACE et des notes complémentaires, voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés audités d'ACE pour l'exercice 2017.

Pour dresser les états financiers d'ACE conformément aux PCGR, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans ses états financiers consolidés. ACE passe en revue ces estimations et hypothèses à intervalles réguliers, en fonction des antécédents et d'autres facteurs pertinents. Les montants réels pourraient différer sensiblement de ces estimations et hypothèses. Se reporter à la rubrique 10 du présent rapport de gestion pour un complément d'information sur les estimations comptables critiques d'ACE.

5. État consolidé de la variation de l'actif net en liquidation

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Exercice clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Exercice clos le 31 décembre 2016
Actif net en liquidation au début de la période	6 584 \$	6 674 \$	6 744 \$	18 957 \$
Produits d'intérêts	19	56	12	94
Frais d'administration et autres charges	(161)	(288)	(82)	(377)
Perte avant impôts sur le résultat	(142)	(232)	(70)	(283)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	484	484	-	-
Résultat de la période	342	252	(70)	(283)
Distribution aux actionnaires ordinaires	-	-	-	(12 000)
Actif net en liquidation à la fin de la période	6 926 \$	6 926 \$	6 674 \$	6 674 \$
Résultat par action				
Résultat de base et dilué	- \$	0,01 \$	- \$	(0,01) \$

ACE a inscrit des frais d'administration et autres charges de 0,2 million de \$ pour le quatrième trimestre de 2017 (0,3 million de \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017). En 2017, ACE a réclamé un montant total d'environ 0,4 million de \$ à l'ARC et à Revenu Québec. À la période correspondante de 2016, ACE avait inscrit des frais d'administration et autres charges d'un montant de 0,1 million de \$.

Le résultat du quatrième trimestre de 2017 a été de 0,3 million de \$ (résultat de 0,3 million de \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017). Pour le quatrième trimestre de 2016, ACE avait inscrit une perte de 0,1 million de \$ (perte de 0,3 million de \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016).

6. Résultats financiers trimestriels

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	T1 2016 (liquidation)	T2 2016 (liquidation)	T3 2016 (liquidation)	T4 2016 (liquidation)	T1 2017 (liquidation)	T2 2017 (liquidation)	T3 2017 (liquidation)	T4 2017 (liquidation)
Produits d'intérêts	33 \$	33 \$	16 \$	12 \$	11 \$	12 \$	14 \$	19 \$
Frais d'administration et autres charges	(75)	(181)	(39)	(82)	(50)	(83)	6	(161)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	-	-	-	-	-	-	-	484
Résultat	(42) \$	(148) \$	(23) \$	(70) \$	(39) \$	(71) \$	20 \$	342 \$
Résultat par action – de base et dilué	- \$							

7. Principales informations annuelles

Le tableau ci-après présente les principales informations annuelles d'ACE pour les exercices 2017, 2016 et 2015.

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	2017	2016	2015
Produits opérationnels	- \$	- \$	- \$
Frais d'administration et autres charges	(288)	(377)	(315)
Résultat opérationnel	(288)	(377)	(315)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	484	-	-
Total du résultat hors exploitation	56	94	587
Résultat net	252 \$	(283) \$	272 \$
Résultat par action – de base et dilué	0,01 \$	(0,01) \$	0,01 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 024 \$	18 998 \$	18 998 \$
Total de l'actif	7 120 \$	19 150 \$	19 150 \$

8. Instruments financiers et gestion du risque

Au 31 décembre 2017, les instruments financiers d'ACE comprenaient des éléments de trésorerie d'un montant de 7,0 millions de \$ (6,7 millions de \$ au 31 décembre 2016) et des dettes fournisseurs et charges à payer de 0,2 million de \$ (0,2 million de \$ au 31 décembre 2016). Le risque auquel la Société est exposée du fait de ces instruments est présenté ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société éprouve des difficultés à réunir les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements relativement à ses passifs financiers. Le risque est atténué par le fait qu'au 31 décembre 2017, la trésorerie de la Société totalisait 7,0 millions de \$ et ses dettes fournisseurs et charges à payer, 0,2 million de \$.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie manque à l'une de ses obligations. La Société est exposée au risque de crédit lié principalement à la trésorerie. La perte financière maximale à laquelle est exposée la Société du fait de ces éléments correspond aux valeurs comptables inscrites au bilan. Ce risque est atténué par le fait que la trésorerie est confiée à de grandes banques canadiennes.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de facteurs du marché. Les facteurs du marché correspondent à trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt du fait de sa trésorerie d'un montant de 7,0 millions de \$. Le taux d'intérêt moyen pondéré portant sur la trésorerie d'ACE au 31 décembre 2017 est d'environ 0,90 %, ce qui l'expose à un faible risque de perte en cas de baisse.

9. Arrangements hors bilan

Accords d'indemnisation

Se reporter à la rubrique 1, *Avant-propos – Procédure de réclamation liée à la liquidation*, et à la rubrique 3.1 du présent rapport de gestion pour une description des accords d'indemnisation entre ACE et Air Canada concernant certaines nouvelles cotisations d'impôts indirects et les dates d'expiration des périodes de nouvelle cotisation correspondantes. Se reporter à la rubrique 1, *Avant-propos – Procédure de réclamation liée à la liquidation*, pour une description des réclamations déposées dans le cadre de la procédure de réclamation liée à la liquidation d'ACE.

10. Estimations comptables critiques

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants figurant dans les présents états financiers consolidés et les notes complémentaires. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations importantes sur lesquelles repose la préparation des présents états financiers comprennent les éléments qui suivent, sans s'y limiter, un complément d'information étant fourni dans la méthode comptable ou note correspondante :

Impôts sur le résultat

Des jugements et des estimations sont utilisés afin de déterminer les taux et les montants appropriés pour la comptabilisation de l'impôt sur le résultat. Les impôts réels pourraient différer considérablement de ces estimations en raison de divers facteurs, notamment des événements futurs, des changements dans la réglementation fiscale ou l'issue de contrôles par les administrateurs fiscaux et des appels connexes. La dissipation de telles incertitudes et les montants d'impôts définitifs en résultant pourraient donner lieu à des ajustements des actifs et des passifs d'impôt différé et exigible de la Société. La Société n'a comptabilisé aucune provision importante pour tenir compte des positions fiscales incertaines.

11. Facteurs de risque

Le texte ci-après ne recense pas tous les risques auxquels la Société peut faire face. D'autres risques, que la Société ignore ou juge minimes pour le moment, pourraient se manifester ultérieurement et nuire considérablement à son résultat d'entreprise et à sa situation financière.

Passif éventuel

Dans le cadre du processus de liquidation, une procédure de réclamation a été menée afin de donner suite aux réclamations déposées à l'encontre de la Société. Se reporter à la rubrique 1, *Avant-propos – Procédure de réclamation liée à la liquidation*, pour une description des preuves de réclamation déposées dans le cadre de la procédure de réclamation liée à la liquidation d'ACE. En outre, il pourrait y avoir d'autres passifs éventuels dont ACE n'est pas au courant ou que celle-ci pourrait découvrir au cours des étapes restantes liées à sa liquidation et à sa dissolution, et qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier et le montant des distributions versées aux actionnaires.

Calendrier des distributions

Le calendrier et le montant des distributions dans le cadre de la liquidation sont établis au gré du liquidateur. Les distributions peuvent faire l'objet de retards en raison de questions ou de circonstances indépendantes de la volonté du liquidateur. Aucune garantie ne peut être donnée quant au calendrier ou au montant des distributions dans le cadre de la liquidation.

Une part substantielle de la trésorerie d'ACE peut être investie dans des équivalents de trésorerie et des placements à court terme

De temps à autre, ACE peut investir une part substantielle de sa trésorerie dans des placements à court terme, lesquels sont exposés au risque de crédit et aux fluctuations des taux d'intérêt, ce qui pourrait se répercuter sur la valeur de ces placements. Ces placements sont réalisés en conformité avec la politique de placement approuvée par le liquidateur. Même si la politique d'ACE en matière de placement vise à procurer de la liquidité à court terme et des niveaux de risque peu élevés, ces placements restent exposés au risque de crédit et aux fluctuations des taux d'intérêt.